i ian a digence podi la formation professionnelle
Extrait du site UGTG.org
url :Â http://ugtg.org/spip.php?article539
and the state of t
Plan d'urgence pour la formation
professionnelle
- Expressions - Contributions -
Date de parution : 29 novembre 1999
Date de mise en ligne : mardi 24 février 2009 Mis à jour le : mardi 24 février 2009
UGTG.org

Ce document a \tilde{A} © $t\tilde{A}$ © mis en ligne une premi \tilde{A} "re fois en septembre 2008 : nou ka woum \tilde{A} © $t\tilde{A}$ ©'y an paj douvan a sit la...

POUR UN DROIT EFFECTIF A LA QUALIFICATION & A L'AEuros EMPLOI.

Une fois sortis du cursus scolaire (formation initiale), les Guadeloupéens ontâEuros ils le droit de se former ? La question sâEuros"impose en raison de la situation marquée par :

- [-] **L'absence dâEuros"une quelconque vision** et donc dâEuros"une quelconque traduction de cette volonté politique dans le cadre dâEuros"un Programme Régional de Développement des Formations (PRDF), et lâEuros"absence de tout Programme Régional annuel de Formations (PRF), simple déclinaison des orientations définies par le Politique au titre du PRDF.
- [-] **Un PRDF** (38000 euros payés à un français mercenaire de la formation professionnelle pour un catalogue de bonnes intentions fait de copierâEuros coller et de propos racistes) qui 4 ans aprÃ"s son lancement nâEuros"est toujours pas mis en Å"uvre; et lâEuros"absence dâEuros"un tout véritable Programme Régional Annuel de Formations (les mêmes sempiternelles « 1eres tranches » envoyées au dernier moment aux centres et à lâEuros"ANPE). Alors même que les lois du 2.01.1983, du 20.12.1993, du 17.01 2002 et du 13.08 2004 ont progressivement transféré aux Régions la compétence en matiÃ"re de formation professionnelle continue, dâEuros"apprentissage, de formation des jeunes et des adultes, de la VAE, et des formations sanitaires et sociales.
- [-] **Une politique assassine des ASSEDIC de Guadeloupe** : lâEuros"utilisation de moins de 20% de son budget annuel consacré aux financements des actions de formation nécessaires au retour à lâEuros"emploi (moins de 2% en moyenne aux 30 septembre) ; lâEuros"inextricable complexité des procédures et conditions dâEuros"accÃ"s aux rares formations existantes encore ouvertes aux seuls chà meurs indemnisés.
- [-] Le refus ou l'incapacité du Conseil Général dâEuros "activer le volet formation des contrats aidés dont il a la charge.
- [-] La liquidation programmée et orchestrée de lâEuros"AFPA et lâEuros"absence de tout organisme en mesure de remplir les missions de cette derniÃ"re ; la fermeture âEuros dans le silence et lâEuros"indifférence des politiques et des services de lâEuros"ETAT (DTEFP) âEuros de dizaines de centres de formation privés, et le chÃ′mage de plusieurs centaines de leurs formateurs âEuros salariés et intervenants.
- [-] L'absence de tout dispositif dâEuros"évaluation et dâEuros"orientation des chômeurs atteints dâEuros"un handicap (TH); le CIBC (retenu pour une période de 5 mois) nâEuros"étant pas habilité pour ces publics et ne faisant que boucher un trou en parant au plus pressé.
- [-] LâEuros"impéritie des directions successives de lâEuros"ANPE Guadeloupe et de la DDTEFP (Le Directeur du Travail siégeait au Conseil d'administration de l'AFPA Guadeloupe) qui ont assisté sans rien dire ni

Plan d'urgence pour la formation professionnelle

rien faire au naufrage de la Formation Professionnelle ; et donc à la condamnation à lâEuros"exclusion et au sousâEuros emploi des Guadeloupéens.

[-] LâEuros"arrivée chaque année sur le marché du travail de milliers de jeunes Guadeloupéens réformés par lâEuros"Education Nationale, trop contente de sâEuros"en débarrasser : non qualifiés ; revenant des

voies de garage chà res à cette Institution ; dà pourvus de toute perspective et donc de tout projet professionnel ; dà go å »tà s de tout apprentissage ; ayant enfin dà j parfaitement intà grà les schà mes de cette socià coloniale car à la recherche disentâ Euros ils presque tous dâ Euros un emploi de jardinier dâ Euros espaces verts, de vigile ou de magasinier pour les jeunes hommes, de surveillante dâ Euros enfants, dâ Euros aide à domicile ou de caissi à re pour les jeunes femmes.

- [-] LâEuros"absence de qualification de 80% des chômeurs de Guadeloupe ; ou, plus rarement, la non concordance entre le métier recherché et la formation (initiale ou continue) suivie.
- [-] Un racisme lâEuros"embauche généralisé contre les Guadeloupéens: accouché noir sur blanc dans un PRDF payé par les Guadeloupéens (cf. « analyse des entretiens réalisés auprès de 50 responsables de Grandes Entreprises de Guadeloupe »); revendiqué par lâEuros"ancien Président du MEDEF Guadeloupe (cf. « Entretien avec C. VIVIES », magazine Inter âEuros" Entreprises de Juillet 2006); pratiqué en grande pompe à JARRY, par le Groupe LANGLEY à lâEuros"hôtel Fort Royal de Deshaies (cf. Offre dâEuros"emploi déposée à lâEuros"ANPE: anglais lu écrit et parlé obligatoire pour des aides de cuisine, des jardiniers dâEuros"espaces verts, des femmes de chambre); par des Administrations ou Instituts dâEuros"ETAT.

La réponse à la question âEuros" Les Guadeloupéens ontâEuros ils encore le droit de se former en Guadeloupe ? âEuros" est, on le voit, assurément NON.

LÂEUROS UGTG REFUSE CET ETAT DE FAIT ET DAONONCE CETTE SITUATION CRIMINELLE CONTRE NOTRE PEUPLE.

La réponse à cette question ne réside certainement pas dans la répétition de GrandâEuros messes médiatisées et complaisamment relayées par des folliculaires en mal dâEuros"électorat

Pour mémoire se sont succédés à un rythme infernal : Rencontres au titre de lâEuros"élaboration du PRDF ; Rencontres territoriales ; Assises de la Formation Professionnelle ; Groupes de travail sur la mise en Å"uvre du PRDF ; Comité de Pilotage du PRDFâEuros¦

Cinq ans aprÃ"s le lancement du processus (en 2002 par LMC) on en est encore à des réunions dâEuros"échanges et de réflexions sur les voies et moyens de la mise en Å"uvre du PRDF 2006âEuros 2010 (réunions du comité de pilotage pour la mise en Å"uvre du PRDF 2006âEuros 2010 prévue pourâEuros! fin septembre 2008)... quand la totalité des régions de France en sont aux premiers bilans et à lâEuros"apport de correctifs à mi étapeâEuros!

Pas plus que la réponse ne saurait résider dans l'externalisation âEuros" privatisation des missions confiées au Conseil Régional (PRDF & PRF) & au Service public de la Formation professionnelle :

Plan d'urgence pour la formation professionnelle

Le CRFP -structure appelée à remplacer LâEuros"AFPA- a été dans un premier temps conçu comme une simple entité associative dont le fonctionnement serait pourtant totalement cadenassé par lâEuros"exécutif régional; [1]

Un tel modÃ"le conduit à terme à la disparition (pour ceux qui subsistent encore) des structures de formation privées de Guadeloupe dÃ"s lors que l'offre de formation (qualifiante et diplà mante ou non) serait soumis aux seules lois des marchés publics. Ces structures, de petite taille pour la plupart, nâEuros"auraient point la capacité de procéder aux investissements techniques et technologiques nécessaires aux évolutions des métiers et des secteurs dâEuros"activités. DÃ"s lors, ce sont les grands centres privés européens ou de békés Martiniquais et Guadeloupéens qui sâEuros"installeraient et se développeraient en Guadeloupe. En conséquence les centres de formation de Guadeloupe, faute d'une réelle assise financiÃ"re vont continuer à se cantonner dans des formations « sans avenir ». Enfin, les centres qui parviendraient à sâEuros"adapter devront inexorablement répercuter les coà »ts de leurs investissements sur les stagiaires ou sur la collectivité.

Aussi, nous réaffirmons que seule une structure publique régionale de formation avec toutes les capacités et missions d'une AFPA tant sur le plan pédagogique (formateurs qualifiés et certifiés), matériel, financier, immobilier (logement et restauration pour les stagiaires)âEuros¦ pourra répondre aux exigences et aux mutations du marché du travail, aux besoins des socioprofessionnels et des usagers et garantir le droit à la qualification et à lâEuros"égal accès à l'emploi pour tous les Guadeloupéens.

Nous réaffirmons que les Guadeloupéens ont droit et un urgent besoin de dispositifs et structures d'orientation & de formation permettant de rompre le cycle infernal déjà décrit plus haut :

EXCLUSION DU SAVOIR -? EXCLUSION DU TRAVAIL -? EXCLUSION SOCIALE -? DERIVES & DEVIANCES.

LâEuros"EXPERIENCE DU TERRAIN NOUS CONDUIT À DIRE QUE:

[-] La mise en place d'une véritable structure publique régionale de formation est une priorité. Cette structure de formation délivrant des certificats professionnels et des titres homologués (capable de répondre aux évolutions de la société en termes de métiers et de qualifications, au rapport naturel entre besoins et services ; et de garantir lâEuros"égalité des chances aux jeunes de ce pays) aurait pour missions essentielles :

- DâEuros"accueillir et former aux premiers niveaux de qualification ;
- De diversifier lâEuros"offre de formation en passant du niveau V au niveau II;
- De susciter le d\(\tilde{\Pi}\) clic au travers des parcours professionnels multipliant les comp\(\tilde{\Pi}\) ctences;
- DâEuros"élaborer et mettre en place des parcours de formation nouveaux ;
- De disposer dâEuros"un catalogue de formation continue au plus prÃ"s des besoins ;
- DâEuros"accompagner et de conseiller les stagiaires ;
- DâEuros"accompagner et de conseiller les entreprises ;
- DâEuros "accompagner le développement et les évolutions de lâEuros "entreprise en programmes courts ou en formations qualifiantes et diplà mantes pour les publics les plus variés;
- De d\(\tilde{A}\)\(\tilde{\text{C}}\)velopper des partenariats ;
- De permettre la validation des acquis et de lâEuros"exp©rience ;
- De r\(\tilde{A}\)©pondre aux exigences et perspectives du DIF.

Plan d'urgence pour la formation professionnelle

[-] LâEuros"élaboration du projet professionnel, lâEuros"information sur les métiers et les filières de formation; lâEuros"évaluation et lâEuros"orientation des publics doivent en Guadeloupe relever de la compétence d'un Service Régional dâEuros"Orientation Professionnelle (SOP) intégré à l'institution déjà en charge de l'insertion de l'emploi (aujourd'hui, LâEuros"ANPE). Ce service régional d'orientation professionnelle aurait pour missions:

- La construction et la validation du projet professionnel;
- La d\(\tilde{A}\)©finition des \(\tilde{A}\)©tapes du parcours de formation;
- LâEuros"accompagnement des publics jusquâEuros"à lâEuros"entrée en formation.

Conclusion

Pour conclure, la préconisation de lâEuros"exécutif régional se traduit par la mise à la mise en place dâEuros"une structure associative externalisée ayant pour vocation la gestion dâEuros"un volet du PRF. Elle aboutira à terme à la privatisation de la totalité de lâEuros"offre de formation avec toutes les conséquences que cela suppose : notamment la détérioration de la qualité des formations dispensées. La sousâEuros traitance de l'hébergement et de la restauration, même si cela relÃ"ve d'une bonne volonté de transférer cette prestation aux anciens salariés de lâEuros"AFPA ne fera quâEuros"amplifier la remise en cause de lâEuros"accÃ"s pour tous à la formation, car la vocation de toute entité privée est le profit et non lâEuros"intérêt général.

Enfin, la non dissociation orientation professionnelle - formation professionnelle conduira aux mêmes dérives : la structure étant juge et partie. (Cf. Rubrique consacrée au SOP : Service dâEuros"Orientation Professionnelle).

Nous continuons donc à militer pour que la Guadeloupe dispose dâEuros"un dispositif régional d'orientation professionnelle et d'une véritable structure de formation, régionale, publique, offrant des passerelles vers les structures AFPA de France; délivrant des titres et certificats professionnels homologués par le MinistÃ"re de lâEuros"emploi et offrant des équivalences aussi bien dans lâEuros"Education Nationale.

[1] A lâEuros"instar de lâEuros"Ecole Régionale de la DeuxiÃ"me Chance, qui voit une ViceâEuros présidente du Conseil Régional, par ailleurs Présidente de la Commission Formation, sâEuros"en assurer la Présidence et donc la gestion de fait dâEuros"une association financée pour lâEuros"essentiel parâEuros! le même Conseil Régional.